

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 18/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GSM - SA

Parc St Jean
ZAC du Mas de Grille
34430 Saint-Jean-de-Védas

Références : UD34/H3/BF/2023/117
Code AIOT : 0006601174

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement GSM - SA implanté lieu-dit La Réserve 34560 Poussan. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM - SA
- lieu-dit La Réserve 34560 Poussan
- Code AIOT : 0006601174
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'extraction de matériaux sur le site de la carrière GSM de Poussan est actuellement autorisée pour

une durée de 30 ans par arrêté préfectoral n° 2015-01-1530 du 10 août 2015, pour une production maximale annuelle de 1 200 000 tonnes.

Les conditions d'exploitation sur les fronts Est ont été adaptées par arrêté complémentaire du 4 décembre 2018, imposant notamment une réduction de la dimension des gradins suite à une instabilité de fronts survenue en 2012.

Les matériaux extraits sont traités par criblage/concassage dans des installations implantées sur le site, pour une puissance de 1200 kW.

En outre, le site accueille des matériaux inertes extérieurs pour recyclage dans les installations de traitement, ou mise en oeuvre dans le cadre de la remise en état de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 Gestion des eaux (arrêté sécheresse, recyclage, rejets dans le milieu naturel, prélèvements, analyses,...) ;
- Mise en œuvre des explosifs, plan de tirs, élaboration et validation ;
- Action régionale 2023 Aire de ravitaillement et d'entretien ;
- Retombées poussières ;
- Lutte contre l'incendie ;
- Suites de la dernière inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	PC1 aire de transit	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	PC2 périmètre ICPE	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article Art 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	PC3 alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article Art 7.4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	PC4 implantation et exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	PC5 acceptation des inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- l'absence de justification de l'emprise de l'aire de transit et de tri;
- la nécessité d'informer le préfet de la modification de l'approvisionnement en eau de la carrière, par la compagnie d'aménagement BRL;
- une traçabilité non adaptée consécutive à l'acceptation d'enrobés bitumineux et pas de justification de l'absence de goudrons;
- l'absence de stockage des refus de tri dans des bennes adaptées;
- l'absence de clôture sur le périmètre Sud de la carrière au niveau du local de pompage et l'absence de justification de l'emprise ICPE dans ce périmètre (bornes non trouvées);
- la nécessité de reporter sur le plan d'exploitation l'emprise où les fronts sont limités à une hauteur de 7.5m;
- l'absence de capacité de rétention pour le stockage de produits susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols, au niveau de l'aire de ravitaillement et du container dédié aux entreprises extérieurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans des carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 15
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans des carrières à ciel ouvert
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan d'exploitation de la carrière. Comme suite à un glissement de terrain sur une partie de la zone en exploitation et à l'étude de stabilité géotechnique qui en résulte, l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n°2018/01/1376 du 04 décembre 2018 prescrit sur la zone considérée une hauteur maximale des fronts de 7.5 m, séparés par des banquettes de largeur 10m. Cette spécificité doit être reportée sur le plan d'exploitation pour justifier du respect de la géométrie des fronts au niveau de cette zone.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : PC1 aire de transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2517-1, station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de de l'aire de transit étant supérieure à 30000m ² , régime autorisation stockage de matériaux sur une surface de 50000m ² .
Constats : La carrière dispose d'une aire de transit rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées, autorisée pour une superficie de 50000m ² . L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de cette superficie, ni de son emprise au sens des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2004-I-885 du 8 avril 2004. Il appartient à l'exploitant de justifier ces éléments. Il pourra utilement faire reporter par un géomètre ces zones sur le plan d'exploitation et calculer leurs aires respectives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 18.1. Prévention des pollutions accidentelles : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté un stockage de bidons d'hydrocarbures/huiles sur l'aire de ravitaillement et dans des containers dédiés au stockage du matériel d'entreprises extérieures. Dans le respect de la prescription contrôlée, il importe que ces stockages soient réalisés sur des capacités de rétention adaptées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : PC2 périmètre ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article Art 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activités. En dehors des heures ouvrés, cet accès est interdit.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté l'absence de clôture sur la partie Sud de la carrière, au niveau du local de pompage, en contre bas de la zone de tri et de transit. En outre, les bornes qui délimitent le périmètre ICPE sur cette partie n'ont pu être retrouvées par l'exploitant. Dans le respect de la prescription contrôlée et des dispositions de l'article 7.1.2 du même arrêté préfectoral, il appartient à l'exploitant d'interdire l'accès au site à toute personne étrangère à l'établissement, et de justifier du périmètre ICPE par la mise en place de bornes en tous points nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : PC3 alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article Art 7.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'alimentation du site en eau est assurée par un forage situé dans la partie sud de l'exploitation et correspondant au piézomètre « Sud ». Le débit de prélèvement est de 2 m3/h.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installation classées d'une nouvelle source d'approvisionnement en eau industrielle, via le réseau de la compagnie d'aménagement du Bas Rhône et du Languedoc (BRL). Cette alimentation en eau du site n'étant pas prévue dans la prescription contrôlée, il importe que l'exploitant dépose un dossier valant porté à connaissance, pour informer le préfet de ces nouvelles dispositions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : PC4 implantation et exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site d'exploitation est clairement identifié notamment par rapport aux zones de roulage, d'extraction et de traitement de la carrière. Il est séparé du reste de la carrière par un merlon périphérique. Il dispose d'une aire de réception et de tri des matériaux nettement délimitée. Le stockage des refus de tri (bois, métaux, papiers et cartons, matières plastiques) s'effectue en benne. Les éventuels DIS nécessiteront un stockage spécifique à l'abri des intempéries. Ces résidus de tri sont dirigés vers des installations d'élimination autorisées...
Constats : Selon l'exploitant, le tri et la valorisation des déchets se font par campagne par une entreprise spécialisée. Le service de l'inspection des installations classées a constaté que les refus de tri n'étaient pas stockés dans des bennes avant évacuation, avec pour conséquence principale un envol dans le milieu naturel. Dans le respect de la prescription contrôlée, il importe que l'exploitant stocke ces refus dans des bennes dédiées et adaptées, et assure leurs évacuations vers des installations d'élimination autorisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : PC5 acceptation des inertes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les seuls matériaux admissibles sont ceux issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics répondant à la définition de « déchets inertes » fixée par la directive européenne 1999/31/CE du 26 avril 1999. Il s'agit de produits qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec les quelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. La production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines. Sont ainsi seuls autorisés en vue de leur traitement par criblage /concassage, seuls ou en mélange...les enrobés bitumineux, sans goudron (code EWC 17 03 02)....
Constats : La prescription contrôlée liste les matériaux dont l'acceptation est autorisée au titre de leur valorisation, notamment les enrobés bitumineux sans goudron, code déchets 17 03 02. Selon l'exploitant, le logiciel de la société dédié au suivi et à la traçabilité n'autorise pas une traçabilité sous ce code pour renseigner le registre chronologique. L'exploitant renseigne cette acceptation sous le code déchets 17 05 04. Ce code correspond aux terres et cailloux ne comprenant pas de substances dangereuses. L'acceptation de ces déchets inertes non valorisables est encadrée par les articles 3 et suivants de l'arrêté préfectoral n°2013-01-2421 du 26 décembre 2013. La traçabilité de l'acceptation pour les enrobés bitumineux sans goudron n'est pas conforme à la réglementation. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'absence de goudron dans les enrobés bitumineux. Les dispositions de l'article 12.3 II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié qui renvoient vers l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, prévoient cette obligation. L'exploitant doit justifier d'une traçabilité adaptée au code déchets du matériaux considéré, avec en sus pour les enrobés bitumineux, une justification de l'absence de goudron.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois